

	<p align="center">CSAL Formation Spécialisée</p>	
	<p align="center">Du 10 Octobre 2023</p>	
<p>E-mail : fo.ddfip63@dgfip.finances.gouv.fr fo.ddfip63@gmail.com</p>		
<p>Téléphone : 06-49-04-11-89</p>		

Monsieur le Président,

Le contexte social de ces derniers mois, voire de ces dernières années, est difficile : une inflation galopante, une politique que plus personne ne comprend, une réforme des retraites qui fait prendre deux ans fermes à tout le monde, des manifestations contre les violences policières... Les usagers de nos services sont mécontents, et ils nous le font savoir pour certains.

Les agents de la DGFIP ne connaissent plus le répit, et tout au long de l'année, les services sont plus que surchargés.

FO-DGFIP souhaite revenir sur les chiffres de l'observatoire interne car derrière les chiffres, on peut constater que la dégradation des conditions de travail ont des conséquences directes sur la santé des agents.

Concernant le stress, les agents du Puy-de-Dôme en moyenne disent être à 6,6 sur une échelle de 1 à 10 (6,3 en 2022) et à 5,7 concernant la qualité de vie au Travail (5,9 en 2022),

Les motifs engendrant du stress sont

- 47 % les perspectives (42 % en 2022),
- 52 % la charge de travail (50 % en 2022),
- 17 % les missions confiées (17 % en 2022),

Les effets du stress chronique sur la santé sont connus et ce depuis longtemps: l'hypertension, la nervosité, la fatigue, le surmenage, la dépression, l'épuisement professionnel... Certes, l'état de stress n'est pas une maladie en soi mais lorsqu'il est intense et qu'il dure, il peut induire des effets graves sur la santé physique et mentale des travailleurs concernés.

Ces dégradations sont la résultante d'une politique qui perdure depuis de trop nombreuses années.

Une politique qui vise à réduire toujours plus les effectifs au nom d'une doxa néo-libérale.

Une politique qui confond service public et service marchand, N'en déplaise à certains, ce sont 2 mondes différents. Le premier EST au service de l'intérêt général, le second au profit d'intérêts particuliers.

Un des avatars de cette politique néo-libérale est la mise en place du nouveau management dans le secteur public.

La foi presque aveugle dans cette méthode d'organisation et les prophètes qui le promeuvent et l'idolâtrèrent jusqu'à en faire un veau d'or sont coupables, coupables de nuire à la santé de ceux qui subissent ce système qui donne l'illusion d'être libre, libre d'obéir.

Alors que le travail se veut émancipateur, il devient aliénant.

Aujourd'hui, l'administration se veut bienveillante, terme tarte à la crème, utilisé à tout bout de champ mais la bienveillance, ce n'est pas prendre soin des autres, ce n'est pas prendre en considération les attentes et les besoins des agents.

Aucun babyfoot, aucune plante verte n'apaiseront la souffrance que peuvent ressentir certains de nos collègues.

L'administration ne semble pas avoir pris conscience de ces faits et reste campée sur ses positions sûres de son bon droit.

Mais aujourd'hui, le système mis en place à la DGFIP réifie les agents et ces êtres humains sont transformés en ressources humaines, en pions.

Les problèmes que vous rencontrez aujourd'hui n'ont pas été créés par les agents mais bien par l'administration.

Au moment où la DGFIP déploie de puissants moyens pour renforcer son attractivité extérieure, il devient urgent qu'elle regarde son attractivité intérieure et fasse son introspection.

Les collègues ne cessent de le rappeler

- leurs préoccupations concernent la perte de pouvoir d'achat subie depuis plus de 10 ans et accentuée depuis l'année dernière par l'inflation galopante,
- la remise en cause des règles de gestion qui réduisent sensiblement les débouchés fonctionnels et donc de carrière et qui discriminent
- la charge de travail en lien avec la baisse des moyens,
- les restructurations permanentes,
- le manque de visibilité sur l'avenir de leurs métiers et plus généralement l'absence de reconnaissance.

Il est temps d'entendre mais aussi d'écouter celles et ceux qui font et sont la DGFIP.

Les solutions que propose FO-DGFIP, depuis des années sont simples :

FO exige des augmentations de salaire légitimes

FO exige l'amélioration des conditions de travail

FO exige l'arrêt des suppressions d'emploi et le comblement des postes vacants

FO demande à cette administration de se concentrer sur l'humain

Les élus Force Ouvrière en Formation Spécialisée
du CSAL du Puy-de-Dôme

Titulaires : Christine PEREIRA - Jean Marc LE FAY

Suppléants/ Marie-José VIEITEZ – Loïc ROBOTA